

# Les émissaires des Blancs d'Oka à Ottawa

Un avocat examine si les otages de la crise ne pourraient pas être dédommagés

JEAN-PAUL  
CHARBONNEAU

■ Un avocat vient d'être mandaté pour étudier la possibilité d'entreprendre des recours collectifs ou individuels au nom de résidents d'Oka qui demeurent traumatisés plus de deux ans après



Jean Jolicoeur

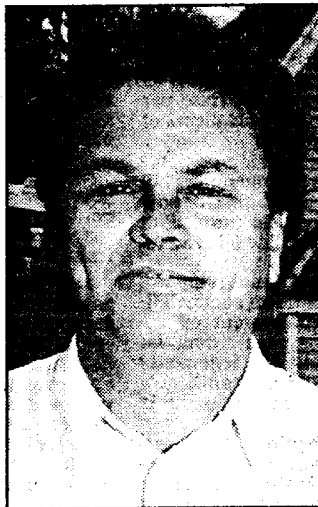
avoir vu des militaires et des warriors bien armés se promener avec des véhicules de guerre devant leur demeure durant des mois.

Pendant que Me Claude Nadeau feuilletera les dossiers des «otages» aujourd'hui, les deux principaux ténors des demandes des Blancs, Michel Beaulne, pour la Chambre de commerce d'Oka, et Jean Jolicoeur, pour l'Association des propriétaires à l'intérieur de Kanesatake (APIK), se rendront à Ottawa rencontrer principalement la ministre Monique Landry et la députée Lise Bourgault.

Ces deux femmes seront accompagnées d'intervenants gouvernementaux dans ce dossier qui semble vouloir réellement bouger depuis les deux dernières semaines, principalement grâce aux sorties publiques de MM. Beaulne et Jolicoeur.

Cette réunion a lieu à la demande de représentants du gouvernement fédéral.

Pour ce qui est du mandat accordé à Me Nadeau — qui habite incidemment une maison, entre Oka et Saint-Placide, située à l'extérieur du périmètre rouge de l'été 1990 — il s'agit de contacter le plus de «victimes» possible afin de les représenter devant la



Michel Beaulne

Commission de la santé et sécurité au travail (CSST).

«Il y a encore aujourd'hui des gens qui vivent avec cette psychose, pas capables de travailler. Je connais au moins une adolescente de 15 ans qui est sous les soins d'un psychologue, elle revoit encore passer devant elle des véhicules transporteurs de troupes. Mais les parents ne veulent pas parler, ils sont gênés. C'est très difficile à joindre toutes les personnes qui demeurent marquées par les événements vécus en

1990. Nous allons tenter de les contacter et de discuter avec eux de la possibilité d'aller devant la CSST», a expliqué Me Nadeau.

## Lettre ouverte

Si M. Beaulne a reçu une réponse positive de Robert Bourassa, Jean Jolicoeur vient de faire parvenir une lettre ouverte aux premiers ministres du Canada et du Québec.

Le président de l'APIK s'adresse principalement à Brian Mulroney en lui rappelant que tout dernièrement, il informait la population canadienne qu'il était «l'homme des décisions difficiles».

«Pourquoi attendriez-vous qu'Oka, écrit M. Jolicoeur, redevenue une situation difficile quand il serait logique pour vous de prendre une décision facile maintenant?»

«Procédez donc à l'acquisition des propriétés des dernières cinquante familles enclavées, oubliées de Kanesatake dont la considération monétaire est inférieure à celle des terrains vacants (expansion du golf) dont votre gouvernement a fait l'acquisition en 1990, durant la crise.»

Par contre, des agriculteurs n'endossent pas tous les propos de M. Jolicoeur, principalement quand il parle de ventes et d'achats par Ottawa. Ces personnes ne veulent pas vendre, mais demeurer à Oka pour continuer à travailler leurs terres.

# Ryan ne se juge pas désavoué par Bourassa

PIERRE APRIL  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC



Claude Ryan

■ Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, ne considère pas la décision du premier ministre, Robert Bourassa, de nommer deux mandataires pour enquêter sur le climat de plus en plus tendu à Kanesatake (Oka) comme un désaveu de son analyse de la situation et de la façon dont il s'acquitte de sa tâche dans ce dossier.

La question a été soulevée, hier, à l'Assemblée nationale, par le député péquiste d'Ungava, Christian Claveau, qui a demandé à M. Ryan «en quoi la situation s'est détériorée au point que le premier ministre prenne soudainement la situation en main».

«Je pense bien que le premier ministre aura l'occasion de préciser ses intentions là-dessus, a répondu M. Ryan, mais il m'a assuré qu'il a reçu des demandes de certains milieux, en particulier ceux qui gravitent autour du président de la Chambre de commerce (Oka).

«Quelqu'un de son cabinet ira s'enquérir des représentations de ces gens-là, a-t-il soutenu, c'est tout à fait normal, mais il n'est pas question d'une enquête au sens précis du terme.»

À la mi-novembre, M. Bourassa avait clairement endossé les propos de son ministre de la Sécurité publique (M. Ryan) qui avait alors affirmé que les problèmes vécus à Kanesatake, dénoncés par les porte-parole des commerçants et des résidents, étaient des cas isolés que les médias s'empressaient d'exagérer.

«Quand nous disons que la situation est généralement sous contrôle, a précisé M. Ryan, nous ne soutenons aucunement qu'il n'y a pas de pro-

blème. Au contraire, il y en a fréquemment.»

Le ministre a tenu à démontrer que la situation à Kanesatake n'est pas facile et qu'il s'en occupe en indiquant qu'il n'y a pas un endroit au Québec «à part Kahnawake, qui reçoit autant d'attention de la Sûreté du Québec et des forces policières que le secteur d'Oka».

«Il n'y a personne qui nie ça, a-t-il ajouté. C'est un problème très complexe auquel il n'existe pas de solution magique du jour au lendemain. Ça reste profondément vrai.»

Le leader de l'Opposition, Guy Chevrette, a finalement demandé à M. Ryan si cette intervention du premier ministre ne pouvait pas être considérée comme un geste de non-confiance de M. Bourassa à son endroit.

«Ma réponse est négative» a tout simplement laissé tomber le ministre de la Sécurité publique.

«Il arrive couramment dans le fonctionnement du gouvernement, a-t-il conclu, que le premier ministre, par son bureau, veuille s'enquérir d'une situation particulière.»

6  
10  
10  
10